

GIMBERT SURGELES	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement	Demande d'Enregistrement
------------------	---	--------------------------

PJ 15

**COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES PLANS, SCHEMAS
ET PROGRAMMES**

GIMBERT SURGELES	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement	Demande d'Enregistrement
------------------	--	--------------------------

Annexe I : Demande d'enregistrement pour une ou plusieurs installation(s) classée(s) pour la protection de l'environnement N°15679*04

Articles L. 512-7 et suivants du code de l'environnement

[...]

P.J. n°12. - Les éléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes suivants : <i>[9° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]</i>
- le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement
- le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement
- le schéma régional des carrières prévu à l'article L. 515-3
- le plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du code de l'environnement
- le plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du code de l'environnement
- le plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par l'article L. 541-13 du code de l'environnement
- le programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement
- le programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement
- le plan de protection de l'atmosphère prévu à l'article L. 222-4 du code de l'environnement

Rappel du contenu de la PJ12 (Source : Extrait du Cerfa d'enregistrement n°15679*04)

GIMBERT SURGELES	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement	Demande d'Enregistrement
------------------	---	--------------------------

SOMMAIRE

1. CONFORMITE DU PROJET PAR RAPPORT AUX PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES DE GESTION DES EAUX	4
1.1 Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE).....	5
1.2 Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)	8
2. CONFORMITE DU PROJET PAR RAPPORT AUX PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES DES CARRIERES	12
2.1 Schéma régional des carrières.....	12
3. CONFORMITE DU PROJET PAR RAPPORT AUX PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES DE GESTION DES DECHETS	13
3.1 Plan National de Prévention des Déchets (PNPD)	13
3.2 Plan National de Prévention et de Gestion de certaines catégories de Déchets.....	14
3.3 Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).....	14
4. CONFORMITE DU PROJET PAR RAPPORT AUX PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES LIES AUX POLLUTIONS.....	16
4.1 Programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole	16
4.2 Programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole	16
4.3 Plan de Protection à l'Atmosphère (PPA)	16

GIMBERT SURGELES	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement	Demande d'Enregistrement
------------------	---	--------------------------

1. CONFORMITE DU PROJET PAR RAPPORT AUX PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES DE GESTION DES EAUX

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 (aujourd'hui intégrée dans le Code de L'Environnement) instaurant l'eau et les milieux aquatiques comme un patrimoine fragile et commun à tous, a mis en place des outils de planification décentralisés pour la mise en œuvre de la gestion globale et équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques :

- les **SDAGE** - Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux - élaborés de 1992 à 1995, pour chacun des 6 grands bassins hydrographiques français. Ils déterminent les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les aménagements à réaliser pour les atteindre.
- les **SAGE** - Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux, élaborés, à une échelle plus locale, pour des unités hydrographiques cohérentes (bassin versant d'une rivière, aquifère ou zone homogène du littoral par exemple), par les Commissions Locales de l'Eau.

Ces schémas constituent des documents de planification ayant une portée juridique envers les décisions publiques prises par l'Etat et les Collectivités Locales dans le domaine de l'eau.

GIMBERT SURGELES	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement	Demande d'Enregistrement
------------------	--	--------------------------

1.1 Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)

Source : eau-grandsudouest.fr

Ce schéma est prévu aux articles L 212-1 et L 212-2 du Code de l'Environnement.

L'établissement de GIMBERT SURGELES est implanté dans le bassin Adour-Garonne.

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un document de planification décentralisé qui définit, pour une période de six ans, les grandes orientations pour une gestion équilibrée de la ressource en eau ainsi que les objectifs de qualité et de quantité des eaux à atteindre dans le bassin Adour-Garonne. Il est établi en application de l'article L.212-1 du code de l'environnement.

Le SDAGE Adour-Garonne 2022-2027 a été adopté le 10 mars 2022 par le Comité de bassin.

Sur la base de l'état des lieux de 2019, l'ambition du SDAGE est d'atteindre 70% de cours d'eau en bon état d'ici 2027.

Les orientations du SDAGE répondent aux grands enjeux pour l'eau du bassin. Pour le bassin Adour-Garonne, les grandes orientations sont de :

- Orientation A : Créer les conditions de gouvernance favorables à l'atteinte des objectifs du SDAGE ;
- Orientation B : Réduire les pollutions ;
- Orientation C : Agir pour assurer l'équilibre quantitatif ;
- Orientation D : Préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides.

GIMBERT SURGELES	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement	Demande d'Enregistrement
------------------	--	--------------------------

La conformité du projet aux orientations du SDAGE est reprise dans le tableau ci-dessous :

Orientation	Cas du projet
Orientation A : Créer les conditions de gouvernance favorables à l'atteinte des objectifs du SDAGE	Projet non concerné.
Orientation B : Réduire les pollutions	<p>Les eaux pluviales de toiture, exemptes de pollution, seront dirigées vers le milieu naturel.</p> <p>Les eaux pluviales des zones non-imperméabilisées seront directement infiltrées à la parcelle.</p> <p>Les eaux pluviales de ruissellement de voiries seront traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant de rejoindre le fossé, puis le ruisseau.</p> <p>En cas d'incendie, les eaux d'extinction seront retenues sur le site dans un bassin de rétention étanche.</p> <p>Les eaux industrielles rejetées transiteront par un débourbeur/dégrilleur, avant de rejoindre le réseau d'assainissement public. Elles ne seront pas directement rejetées au milieu naturel.</p> <p>Par ailleurs, les seuls rejets atmosphériques rejetés par le site seront les gaz d'échappement des véhicules du personnel et des poids-lourds de livraison/expédition.</p> <p>Par ailleurs, l'extension du site s'implantera au sein d'une zone d'activités autorisée.</p>
Orientation C : Agir pour assurer l'équilibre quantitatif	<p>Les consommations en eau pour les activités de production (machines de filetage) et de nettoyage seront suivies par le site pour en maîtriser les quantités consommées.</p> <p>De l'eau sera également consommée pour les besoins domestiques.</p>
Orientation D : Préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides	<p>Absence de zone humide sur la zone d'implantation du projet.</p> <p>Une vigilance spécifique sera accordée dans la gestion des eaux pluviales de ruissellement des voiries, qui seront traitées par un séparateur d'hydrocarbures, avant de rejoindre le fossé à l'Ouest du site. Le séparateur à hydrocarbures sera régulièrement curé et vidangé. Les moyens mis en œuvre permettront donc d'éviter toute dégradation qualitative du milieu.</p>

GIMBERT SURGELES	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement	Demande d'Enregistrement
------------------	--	--------------------------

Orientation	Cas du projet
	<p>En cas d'incendie, les eaux d'extinction seront retenues sur le site dans un bassin de rétention étanche.</p> <p>Les eaux industrielles rejetées transiteront par un débourbeur/dégrilleur, avant de rejoindre le réseau d'assainissement public. Elles ne seront pas directement rejetées au milieu naturel.</p> <p>Le site n'est pas implanté dans ou à proximité d'une zone humide réglementaire délimitée.</p>

Les activités qui seront exercées par le site et le projet de GIMBERT SURGELES répondront aux enjeux du SDAGE Adour-Garonne.

GIMBERT SURGELES	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement	Demande d'Enregistrement
------------------	--	--------------------------

1.2 Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)

Source : Gest'Eau

Ce schéma est prévu aux articles L 211-3 et L 212-6 du Code de l'Environnement.

Principe du SAGE

Le SAGE a pour rôle de définir des priorités, des objectifs ainsi que des actions permettant d'aboutir à un partage équilibré de l'eau entre usagers et milieux. C'est un document qui contribuera à la mise en œuvre des réglementations nationales et européennes, dans la perspective d'un développement durable prenant en compte la préservation du patrimoine « eau et milieux aquatiques ».

L'ambition du SAGE est, à travers la gestion équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques, de contribuer à promouvoir un développement social et économique durable.

Depuis 2000, La Directive Cadre européenne sur l'Eau précise les objectifs d'une gestion équilibrée de la ressource :

- La non-dégradation de l'état des eaux ;
- La reconquête du bon état des eaux à horizon 2015, soit des seuils de qualité physicochimique à ne pas dépasser et des conditions morphologiques, support de la biologie, à même de respecter un bon état écologique dont les références sont en voie de calage.

L'élaboration, la révision et le suivi de l'application du SAGE sont assurés par la CLE : Commission Locale de l'Eau. La CLE est créée par le Préfet et comprend des représentants de l'Etat et des établissements publics (25%), des représentants des usagers, des propriétaires riverains, des organisations professionnelles et des associations concernées (25%) et des élus (région, département, commune, syndicat intercommunaux) dont la moitié de représentants de maires (50%).

GIMBERT SURGELES	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement	Demande d'Enregistrement
------------------	---	--------------------------

La démarche d'élaboration d'un SAGE suit trois étapes fondamentales, soumises à validation de la CLE :

- Etat des lieux et diagnostic sur le bassin versant ;
- Formulation des tendances et scénarios possibles, débouchant sur la détermination d'objectifs ;
- Rédaction des préconisations du SAGE.

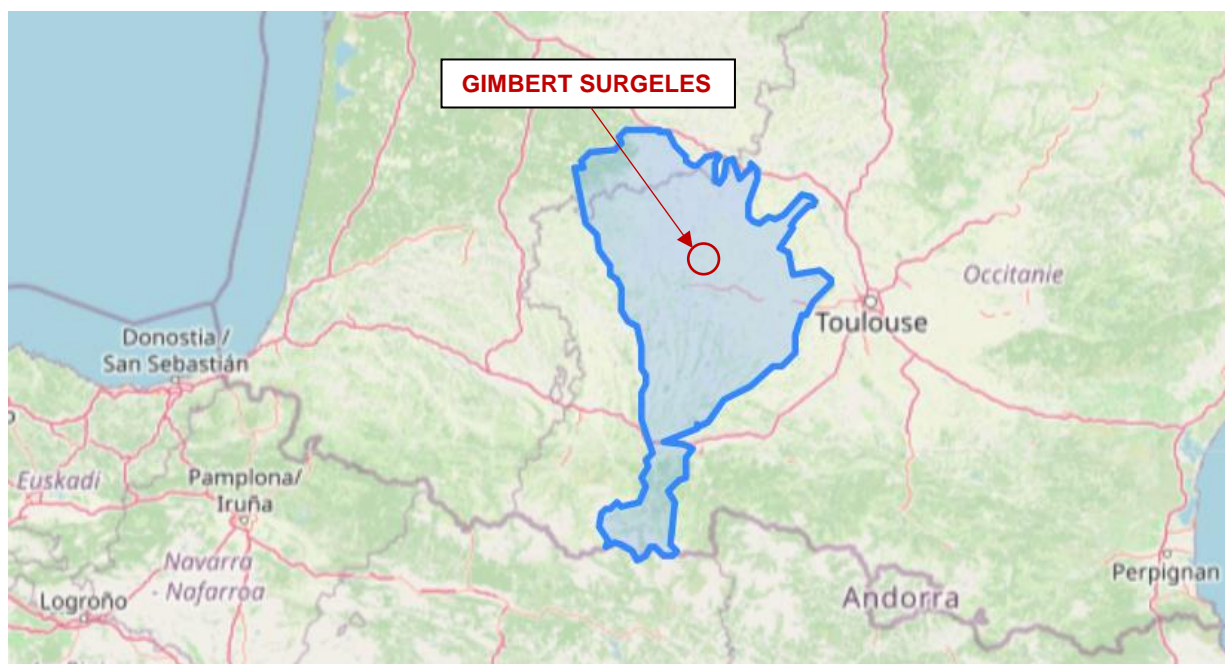
Le SAGE est donc un document de planification ayant une certaine portée juridique au travers des programmes et décisions administratives.

- Les décisions du domaine de l'eau et les documents d'urbanisme doivent être compatibles avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau [...] et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le SAGE. (cf art. 122-1 (SCOT), 123-1(PLU), 124-2 (cartes communales) du code de l'urbanisme). Lorsque le SAGE a été approuvé, les documents d'urbanisme doivent être rendus compatibles avec le SAGE dans un délai de 3 ans.
- Certaines préconisations, trouvant place dans le Règlement du SAGE et ses documents cartographiques, sont opposables à toute personne publique ou privée, dès lors qu'une déclaration ou autorisation (acte administratif) doit être compatible avec le SAGE (article L212-5-2 introduit dans le code de l'environnement par la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 Décembre 2006).
- Les autres décisions administratives doivent « prendre en compte » les dispositions du schéma.

GIMBERT SURGELES	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement	Demande d'Enregistrement
------------------	--	--------------------------

SAGE sur la commune de Fleurance (32)

La commune de Fleurance est implantée dans le périmètre du SAGE Neste et Rivières de Gascogne. L'arrêté préfectoral portant constitution de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Neste et Rivières de Gascogne a été signé le 16 février 2021. Le SAGE est actuellement encore en phase d'élaboration.



SAGE sur la commune de Fleurance (Source : Gest'Eau) – sans échelle

Les enjeux de ce SAGE sont les suivants :

- La gestion quantitative ;
- Préserver, améliorer la qualité de l'eau ;
- Cours d'eau et zones humides ;
- Interaction eau-urbanisme.

GIMBERT SURGELES	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement	Demande d'Enregistrement
------------------	--	--------------------------

La conformité du projet aux principaux enjeux du SAGE est reprise dans le tableau ci-dessous :

Enjeux du SAGE	Cas du projet
Gestion quantitative.	Le site ne réalisera pas de prélèvements d'eau souterraine. Alimentation en eau via le réseau public AEP. Les consommations en eau pour les activités de production (machines de filetage) seront suivies par le site pour en maîtriser les quantités consommées.
Préserver, améliorer la qualité de l'eau.	Le site rejettera des eaux industrielles au réseau d'assainissement public. Ces eaux seront préalablement traitées par un dégrilleur/déboureur, régulièrement curé. Une convention sera rédigée après la mise en service de l'installation. Elles ne seront pas directement rejetées au milieu naturel. Par ailleurs, les eaux de voiries seront traitées par un séparateur à hydrocarbures avant rejet au milieu naturel (fossé, puis ruisseau).
Cours d'eau et zone humide.	Une attention particulière est portée, dans le cadre du projet d'extension, à la présence du ruisseau de Bourist sur le site. Afin de conserver ce ruisseau et de limiter l'impact sur ce dernier, l'extension sera prévue sur pilotis.
Interaction eau-urbanisme.	Une attention particulière est portée, dans le cadre du projet d'extension, à la présence du ruisseau de Bourist sur le site. Afin de conserver ce ruisseau et de limiter l'impact sur ce dernier, l'extension sera prévue sur pilotis.

Le projet de GIMBERT SURGELES ne sera donc pas incompatible avec les enjeux du SAGE Neste et Rivières de Gascogne.

GIMBERT SURGELES	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement	Demande d'Enregistrement
------------------	---	--------------------------

2. CONFORMITE DU PROJET PAR RAPPORT AUX PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES DES CARRIERES

2.1 Schéma régional des carrières

Ce schéma est prévu à l'article L 515-3 du Code de l'Environnement.

Le site de GIMBERT SURGELES et son projet, de par leurs activités, ne sont pas concernés par ce schéma.

GIMBERT SURGELES	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement	Demande d'Enregistrement
------------------	--	--------------------------

3. CONFORMITE DU PROJET PAR RAPPORT AUX PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES DE GESTION DES DECHETS

3.1 *Plan National de Prévention des Déchets (PNPD)*

Source : prevention-dechets.gouv.fr

Ce plan est prévu à l'article L 541-11 du Code de l'Environnement.

La prévention des déchets a été introduite dans la loi française dès 1975. Elle a connu un élan important à partir de février 2004 avec un premier Plan national de prévention de la production de déchets, établi de façon volontaire par le ministère chargé de l'environnement, ainsi que par le plan d'actions déchets 2009-2012, qui fixait comme objectif de réduire de 7% la production d'ordures ménagères et assimilées (OMA) par habitant entre 2008 et 2013.

La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) a renforcé la priorité donnée à la prévention de la production de déchets dans les actions à mener pour favoriser la transition vers une économie circulaire et non plus «linéaire».

Le programme national de prévention des déchets (PNPD) 2021-2027 définit les orientations stratégiques de la politique publique de prévention des déchets et les actions de production et de consommation durables à mettre en œuvre pour y parvenir. Il comporte 5 axes stratégiques qui reprennent l'ensemble des thématiques associées à la prévention des déchets :

1. Intégrer la prévention des déchets dès la conception des produits et des services ;
2. Allonger la durée d'usage des produits en favorisant leur entretien et leur réparation ;
3. Développer le réemploi et la réutilisation ;
4. Lutter contre le gaspillage et réduire les déchets ;
5. Engager les acteurs publics dans des démarches de prévention des déchets.

GIMBERT SURGELES	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement	Demande d'Enregistrement
------------------	--	--------------------------

Ces éléments sont de portée très générale et ne comprennent pas d'exigences spécifiques.

Le site de la société GIMBERT SURGELES et son projet seront cadrés par la réglementation relative aux déchets.

L'activité actuelle du site (entrepôt frigorifique) produit des déchets en quantité très limitée, qui consistent essentiellement en des déchets de type : cartons, plastiques, palettes bois.

L'activité projetée générera en plus des déchets animaux, appelés sous-produits animaux (non-destinés à la consommation humaine : arrêtes, peaux de poissons, etc.).

3.2 Plan National de Prévention et de Gestion de certaines catégories de Déchets

Ce plan est prévu à l'article L 541-11-1 du Code de l'Environnement.

En l'absence de déchets dangereux produits, le site de GIMBERT SURGELES et son projet ne sont pas concernés par ce plan.

3.3 Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD)

Ce plan est prévu à l'article L 541-13 du Code de l'Environnement.

La loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a modifié les compétences relatives à la planification de la prévention et de la gestion des déchets. Depuis cette loi, les Régions sont compétentes pour établir des plans régionaux de prévention et de gestion des déchets (PRPGD). Conformément à la réglementation (articles R541- 13 à R541-27 du Code de l'Environnement), ces nouveaux plans régionaux concernent tous les flux produits et gérés dans la région, quelle que soit leur nature ou leur producteur.

La Région Occitanie a lancé les travaux d'élaboration du PRPGD en début d'année 2016. Ce plan a été adopté le 14 novembre 2019 par l'Assemblée régionale.

GIMBERT SURGELES	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement	Demande d'Enregistrement
------------------	--	--------------------------

Ses axes prioritaires sont :

- Donner la priorité à la prévention des déchets ;
- Trier à la source les biodéchets en vue de leur valorisation organique ;
- Améliorer le niveau de recyclage matière ;
- Améliorer la gestion des déchets dangereux ;
- Améliorer la gestion des déchets du littoral ;
- Lutter contre les pratiques et les installations illégales ;
- Préférer la valorisation énergétique à l'élimination ;
- Diviser par deux les quantités de déchets non-dangereux non-inertes stockés en 2025 par rapport à 2010 ;
- Améliorer la connaissance des gisements, des flux et des pratiques notamment par un meilleur suivi et une traçabilité renforcée de certains déchets.

Ce plan comprend :

- Un état des lieux de la prévention et de la gestion des déchets selon leur origine, leur nature, leur composition et leurs modalités de transport ;
- Une prospective à termes de 6 et 12 ans de l'évolution tendancielle des quantités de déchets à traiter ;
- Des objectifs en matière de prévention, de recyclage, de valorisation et les priorités à retenir pour atteindre ces objectifs ;
- Une planification comprenant notamment la mention des installations qu'il sera nécessaire de créer ou d'adapter ;
- Un plan régional d'action en faveur de l'économie circulaire.

Le projet de GIMBERT SURGELES appliquera la réglementation en terme de gestion des déchets et notamment concernant les faibles quantités de déchets dangereux produits.

Les déchets seront limités à la source. L'activité de logistique et le projet du site ne seront pas générateurs d'une importante quantité de déchets.

Les déchets générés suivront des filières adaptées : reprise par le fournisseur ou envoi en destruction dans des filières adaptées.

GIMBERT SURGELES	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement	Demande d'Enregistrement
------------------	---	--------------------------

4. CONFORMITE DU PROJET PAR RAPPORT AUX PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES LIES AUX POLLUTIONS

4.1 Programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole

Ce programme est prévu par le IV de l'article R 211-80 du Code de l'Environnement.

Ne rejetant pas de nitrates dans les eaux, le site de GIMBERT SURGELES et son projet ne sont pas concernés par ce programme.

4.2 Programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole

Ce programme est prévu par le IV de l'article R 211-80 du Code de l'Environnement.

Ne rejetant pas de nitrates dans les eaux, le site de GIMBERT SURGELES et son projet ne sont pas concernés par ce programme.

4.3 Plan de Protection à l'Atmosphère (PPA)

Ce plan est prévu par à l'article L 222-4 du Code de l'Environnement.

En région Occitanie, seules les agglomérations de Toulouse, Montpellier et Nîmes sont concernées par un Plan de Protection de l'Atmosphère.

De fait, le site de GIMBERT SURGELES et son projet ne sont pas concernés par ce plan.